

REGLEMENT DE LA CONSULTATION



Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique
Site de Saint Benoît,
5, rue de Saint Thibault
78610 AUFFARGIS

OBJET DE LA CONSULTATION

FOURNITURE ET LIVRAISON DE DISPOSITIFS DE GEOLOCALISATION ANIMALIERS EN FRANCE METROPOLITAINE ET DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique
(Articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R. 2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14)

Marché n° 2025-66



Date et heure limites de réception des offres

Mardi 7 Avril 2026 à 12h00 (heure de Paris)

Consultation autorisée par le pouvoir adjudicateur

*Le Pouvoir adjudicateur et par délégation
La Directrice des Finances,*

Signé numériquement le 16/02/2026

Le Directeur général délégué Ressources de l'OFB
par délégation.

La Directrice des Finances
Bénédicte VERGOBBI
Bénédicte VERGOBBI

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1</u>	<u>OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
1.1.	– IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
1.2.	– OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.3.	– NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
1.4.	– PROCEDURE, FORME ET ETENDUE DU MARCHE	3
1.5.	– DUREE DU MARCHE	3
	– CONDITIONS DE PARTICIPATION	3
<u>ARTICLE 2</u>	<u>: CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>4</u>
2.1	– VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	4
2.2	– DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.3	– MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT	4
<u>ARTICLE 3</u>	<u>: DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>4</u>
3.1	– PIECES CONSTITUTIVES	4
3.2	– RETRAIT DU DOSSIER ET MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER	4
<u>ARTICLE 4</u>	<u>: CONTENU ET PRESENTATION DE LA REPONSE EN LIGNE</u>	<u>5</u>
4.1	– RENSEIGNEMENTS ET PIECES CONSTITUTIVES DE LA CANDIDATURE	5
4.2	– PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE :	6
<u>ARTICLE 5</u>	<u>: RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>7</u>
5.1	– DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	7
5.2	– RENSEIGNEMENT SUR LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE)	7
<u>ARTICLE 6</u>	<u>: MODALITES ET CRITERES DE SELECTION DES OFFRES</u>	<u>8</u>
6.1	– CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES	8
6.2	– METHODE DE NOTATION DES OFFRES	8
6.3	– REGULARISATION ET PROCEDURE INFRUCTUEUSE	8
<u>ARTICLE 7</u>	<u>: DECISION FINALE</u>	<u>9</u>
7.1	– ATTRIBUTION DU MARCHE : DOCUMENTS A PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE	9
7.2	– ACTE D'ENGAGEMENT	10
7.3	– MISE AU POINT	10
7.4	– PROCEDURES DE RECOURS	10
<u>8 – ANNEXE : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA REPONSE ELECTRONIQUE ET LA SIGNATURE DES ACTES D'ENGAGEMENT</u>		<u>11</u>
8.1	– REPONSE ELECTRONIQUE	11
8.2	– MODALITES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE	11
8.3	– MODALITES RELATIVES A LA SIGNATURE ELECTRONIQUE	12

ARTICLE 1 **Objet et étendue de la consultation**

1.1. – Identification de l'acheteur

Entité : OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE - Etablissement public à caractère administratif - EPA

Adresse : 12, Cours Louis Lumière – VINCENNES 94300

Adresse Internet de l'acheteur : <https://www.ofb.gouv.fr/>

Adresse internet du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

1.2. – Objet de la consultation

Le présent marché porte sur la fourniture et livraison de dispositifs de géolocalisation animaliers en France métropolitaine et départements d'Outre-mer.

Les prestations attendues sont explicitées dans Cahier des Clauses Particulières (CCP).

1.3. – Nomenclature communautaire

Classification	
31711110-7	Emetteurs, récepteurs
31711110-4	Composants électroniques
38112100-4	Systèmes de positionnement à capacité globale (GPS)

1.4. – Procédure, forme et étendue du marché

La présente consultation est une procédure formalisée par appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le marché est un accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire à prix unitaires, sans minimum et avec un maximum déterminé en montant, s'exécutant au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes selon les stipulations des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 dudit code.

Montant global maximum de l'accord cadre : **14 280 000 € HT**, reconductions éventuelles incluses. Accord-cadre alloté en 61 (soixante et un) lots distincts. Le détail de l'allotissement et des montants sont explicités au CCP.

1.5. – Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois (un an) à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit trois fois, pour une même période de 12 mois (un an), de manière tacite, à sa date d'anniversaire (l'accord-cadre ne pourra excéder au total 48 mois).

En cas de non reconduction de l'accord-cadre ou de l'un des lots le composant, l'OFB informera le(s) titulaire(s) de sa décision dans un délai minimum de trois (3) mois avant le terme de la période en cours.

– Conditions de participation

Le candidat se présente seul ou en groupement d'opérateurs économiques.

L'OFB, en tant qu'acheteur et ci-après désigné le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire.

Les pièces devront mentionner le mandataire et la forme du groupement (conjoint ou solidaire).

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement (AE) doit indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Un cadre est prévu à cet effet à l'AE.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
En qualité de membres de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R.2142-26 du CCP, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du présent marché sauf dans les cas cités par ce même article.

ARTICLE 2 : Conditions de la consultation

2.1 – Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

- Prestations supplémentaires ou alternatives : non prévues
- Variantes : non autorisées

2.2 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 270 jours (soit 9 mois) à compter de la date limite de réception des plis.

2.3 – Modalités essentielles de paiement et de financement

- Fonds propres de l'OFB à hauteur de 100%.

DRAS		
Imputation budgétaire	Enveloppe	Service gestionnaire (CRB/SO)
	Fonctionnement/Investissement	Tous CRB

ARTICLE 3 : Dossier de consultation

Les documents de consultation ci-après désignés sont accessibles gratuitement :

3.1 – Pièces constitutives

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCP) et son annexe ;
- l'annexe financière (bordereau(x) des prix unitaire(s) (BPU) à l'acte d'engagement.

3.2 – Retrait du dossier et modifications de détail au dossier

Le DCE (2025-66) et ses éventuelles modifications sont téléchargeables sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat (PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Il est donc recommandé de s'inscrire lors du téléchargement des pièces pour recevoir les alertes en cas de modification.

L'ensemble des correspondances liées à la consultation sera adressé aux candidats via cette plateforme exclusivement sur l'adresse électronique fournie par ceux-ci sur PLACE, adresse qui restera valide jusqu'au terme de la consultation.

ARTICLE 4 : Contenu et présentation de la réponse en ligne

L'envoi d'une réponse électronique est obligatoire à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Avant la date limite de remise des offres fixée sur la page de garde du présent règlement de la consultation

Un guide d'utilisation de la plateforme pour les entreprises est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

La signature électronique est requise seulement pour l'attributaire retenu, dans l'acte d'engagement qui lui sera communiqué, et emportera signature de toutes les autres pièces du marché.

4.1 – Renseignements et pièces constitutives de la candidature

Les candidats sont encouragés à présenter leur candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) électronique.

Ce mode de réponse a vocation à remplacer les formulaires DC1 et DC2. Seul l'attributaire retenu est tenu de signer l'acte d'engagement, qui emportera signature des pièces de la candidature.

Le formulaire DUME est disponible sur le site CHORUS PRO du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Seul le DUME au format .xml a valeur probante.

Après avoir créé votre DUME, nous vous demandons d'en faire une copie en format Pdf et de la joindre à votre offre.

Si en cas de problème technique de la plateforme <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le Pouvoir Adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le Pouvoir Adjudicateur (y compris par l'intermédiaire des formulaires DC1, DC2... etc).

Informations demandées dans la candidature dans le DUME ou par l'intermédiaire des [modèles de formulaires DC1 et DC2](#)

1. Identification et interdictions de soumissionner

☒ DUME ou la lettre de candidature dûment remplie (sur le modèle figurant dans le formulaire DC 1) et comprenant la déclaration sur l'honneur (relative aux interdictions de soumissionner) conforme à l'article R2143-3 du Code de la commande publique :

« Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

a) Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail ;

b) Les renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat. »

2. Conditions de participation tenant à l'aptitude professionnelle, à la capacité économique et financière et aux capacités techniques et professionnelles des candidats

A. Capacité économique et financière

☒ Chiffre d'affaires annuel général sur les 3 derniers exercices

☒ Chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité sur les 3 derniers exercices

B. Capacité technique et professionnelle

☒ Description des principaux services fournis antérieurement sur les 3 derniers exercices

☒ Effectifs moyens annuels sur les 3 derniers exercices marché

- Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.
L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.
Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés (un DUME distinct ou des formulaires type DC1/DC2 distincts).
- La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent, ainsi que par les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres de l'Union européenne ;
En application de l'article R2143-12 du CCP, le candidat peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance ou autres). En cas d'utilisation de cette faculté, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié avant l'attribution du marché, en particulier par une attestation de mise à disposition de moyens dûment signée par le représentant habilité de l'opérateur sur lequel la candidature s'appuie.

Enfin, en cas d'une candidature étrangère (article R2143-16 du CCP) et si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

A la demande de l'acheteur, la candidature, pour être admise, devra le cas échéant être complétée.
En cas de réponse à plusieurs lots, une seule attestation sur l'honneur suffit.

En application de l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à la vérification de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats à l'issue du classement des offres.

Les candidatures présentant des capacités manifestement insuffisantes seront rejetées.

Il pourra être demandé au candidat classé en première position de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

4.2 – Pièces constitutives de l'offre :

Conformément à l'article R.2152-1 du CCP, les offres inacceptables, inappropriées ou irrégulières (offre ne respectant pas les exigences formulées dans le DCE), doivent être rejetées. Les offres irrégulières peuvent donner lieu à régularisation à la discrétion de l'acheteur dans les conditions de l'article R.2152-2 du CCP sauf en cas d'offres anormalement basses.

Les candidats soumissionnant présentent un dossier contenant impérativement les documents suivants, en respectant l'ordre et le cadre décrit :

1. Le mémoire technique qui doit être produit en utilisant le fichier cadre de réponse joint au DCE

Il permettra d'apprécier les critères 1 (valeur technique) et 2 (performance environnementale) démontrant la manière de satisfaire à l'ensemble des clauses et modalités d'exécution du CCP.

Valeur technique. Il produira à l'appui : la fiche technique et le descriptif complet du produit proposé et de tous les accessoires afférents disponibles.

→ A noter - important :

si par principe, l'ensemble de la documentation technique, les inscriptions sur matériel ou modes d'emploi doivent être rédigés en français, leur rédaction en langue anglaise est tolérée.

Performance environnementale : fin de permettre à la personne publique d'apprécier la performance environnementale, le candidat détaillera les actions de l'entreprise pour réduire les impacts négatifs environnementaux de ses activités notamment en termes de :

- Les matériaux utilisés, les modalités de recyclage en fin de vie, ainsi que l'impact énergétique estimé pour un cycle d'utilisation complet, en particulier la performance énergétique du matériel solaire conformément aux articles L234.1 et 234.4 du code de l'énergie ;
- Toute autre action proposée dans le cadre de l'exécution du marché conduisant à la sobriété numérique, optimisation et maîtrise des impacts des déplacements (livraison...)

2. Le/les Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) (par lot soumissionné) / annexe à l'acte d'engagement, complété, en version excel.

Le candidat utilisera le document fourni dans la présente consultation, le dupliquera autant de fois que nécessaire pour répondre à chacun des lots auxquels il soumissionnera. Il inscrira les références et les prix unitaires du dispositif qu'il propose et remplira si nécessaire les lignes dédiées aux accessoires et consommables utiles au fonctionnement des dispositifs de géolocalisation proposés (câbles et connectiques, commandes, récepteurs et antennes, batteries, drop-off, etc.).

En l'absence de précision sur la remise, il sera considéré que le candidat ne propose aucune majoration sur le prix public. Les montants estimatifs annuels, non contractuels, sont précisées dans le descriptif technique.

Pour l'analyse du prix des accessoires non indispensables au fonctionnement ou complémentaires proposés dans un catalogue, l'analyse se fera sur le taux de remise fournisseur. Il est précisé qu'un seul pourcentage doit être renseigné

ARTICLE 5 : Renseignements complémentaires

5.1 – Demande de renseignements complémentaires

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires administratifs ou techniques sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> (recherche avancée par la référence de la consultation numéro 2025-66).

Les candidats sont invités à utiliser la plate-forme pour le dépôt des questions, qu'elles soient administratives et/ou techniques.

Les candidats ont l'obligation de formuler leurs questions par écrit.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile, au plus tard 9 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

En cas d'impossibilité pour joindre la plateforme ou de difficulté majeure, vous pouvez contacter : DGDR-DFL MARCHÉS PUBLICS marches.publics@ofb.gouv.fr.

5.2 – Renseignement sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat (PLACE)

Pour tout renseignement relatif à la réponse électronique, sur le plan technique, les demandes doivent être adressées au contact ci-dessous :

Pour joindre l'assistance, vous devez, d'abord, remplir un formulaire en ligne à <https://www.marches-publics.gouv.fr/assistance/?token=7e1448ac-bf74-43dd-8405-dd2e47eae696> (pour tout type d'assistance).

Renseignez les rubriques qui vous concernent (< 1 minute) et indiquez votre numéro de demande à l'opérateur téléphonique qui aura ainsi accès à votre fiche complète.
Le numéro d'appel est affiché après validation de ce formulaire et dans les courriels de notification de changement d'état de chaque demande.

ARTICLE 6 : Modalités et critères de sélection des offres

6.1 – Critères d'analyse des offres

Ce jugement est effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6, R.2152-7 inclus puis R. 2152-11 et R. 2152-12 du Code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres. Le pouvoir adjudicateur est habilité à faire préciser l'offre en tant que de besoin.

Les critères pondérés de sélection des offres sont :

N°	Critères (et sous-critères)	Pondération des sous-critères	Pondération des critères
1.	Valeur technique appréciée sur la base du mémoire technique (cadre de réponse et des fiches techniques)		55%
1.1	Qualité technique des produits	45%	
1.2	Délais de garantie	3%	
1.3	Conditions de SAV	3%	
1.4	Délais de livraison	4%	
2	Performance environnementale appréciée dans le cadre de l'exécution du marché précisé dans le mémoire technique		10%
3	Prix, analysé sur la base du bordereau des prix unitaires		35%
3.1	Prix du dispositif complet remisé	30%	
3.2	Pourcentage sur les accessoires référencés uniquement au catalogue	5%	

Les offres n'atteignant pas la moitié des points pour le critère technique 1 seront éliminées et rejetées par le pouvoir adjudicateur.

6.2 – Méthode de notation des offres

Pour chaque critère, l'offre analysée obtient une note de 0 à 10 (10 étant la meilleure) puis cette note est pondérée par le taux qui lui est associé. Chacune des notes pondérées sont ensuite additionnées pour obtenir une note finale sur 10 valant pour l'ensemble des critères.

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre classée en première position à l'issue du classement des offres.

6.3 – Régularisation et procédure infructueuse

Les offres seront examinées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-3 du CCP. Toute offre ne respectant pas les exigences formulées dans le DCE est susceptible d'être déclarée irrégulière conformément à l'article L.2152-2 du CCP. Les offres irrégulières peuvent donner lieu à régularisation à la demande de l'acheteur dans les conditions de l'article R.2152-2 du CCP.

- Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits,
ou

- Si seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique ou des offres irrégulières au sens de l'article L2152-1 ou inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du Code de la commande publique ont été présentées,

La procédure sera déclarée infructueuse et elle pourra être suivie d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R. 2122-2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 7 : Décision finale

7.1 – Attribution du marché : Documents à produire par l'attributaire

En application de l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats à l'issue du classement des offres, pour l'attributaire retenu.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles R.2143-6 à 10 et R2143-13 du Code de la Commande Publique, uniquement s'ils n'ont pas pu être récupérés automatiquement auprès d'un organisme officiel ou dans un espace de stockage numérique gratuit, le candidat retenu se voit demandé par le pouvoir adjudicateur de produire, dans un délai fixé par l'administration, les documents et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, destinés à justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ainsi que les documents justifiant de sa situation au regard de ses obligations en matière de travail illégal et de détachement des travailleurs, le cas échéant.

Autres documents et informations susceptibles d'être demandés et contrôlés qui n'auraient pas été déjà fournis ou récupérés automatiquement :

- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- En cas de co-traitance, un formulaire de candidature signé par chaque co-traitant, sauf si l'offre est signée par tous les co-traitants ou le mandat.
- L'attestation d'assurance (responsabilité civile)
- Attestations de régularité fiscale et sociale mises à jour (exemple : attestation de vigilance URSSAF, attestation fiscale).

Si, dans les délais précisés dans l'information au candidat retenu, le candidat retenu n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, le marché sera attribué au soumissionnaire suivant dans l'ordre de classement.

Si le candidat retenu ne peut produire ces documents dans le délai fixé, son offre est rejetée. L'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, la même demande est présentée au soumissionnaire dont l'offre est classée en suivant dans le classement des offres.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus pourront être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Éléments à produire lorsque le soumissionnaire est établi hors de France :

1. un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;
2. un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document

équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l' article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;

3. un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;
4. le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :
 - a. L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail
 - b. Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.]
5. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

7.2 – Acte d’engagement

Afin de formaliser le marché, le Pouvoir adjudicateur adressera à l’attributaire l’acte d’engagement, qu’il conviendra que ce dernier retourne dans un délai prescrit, dûment signé électroniquement sur le profil acheteur « PLACE » (par le candidat individuel ou l’ensemble des membres du groupement ou, en cas d’habilitation donnée par tous les membres du groupement, par le mandataire) et complété par ses soins.

Attention : l’acte d’engagement doit être signé par une personne dûment habilitée à engager la société, avec à l’appui, les documents relatifs aux pouvoirs des personnes ainsi habilitées (ex pouvoir de signature).

La signature de ce document entraîne la signature des documents annexes administratifs (candidature), financiers et techniques.

7.3 – Mise au point

Conformément aux dispositions de l'article R.2152-13 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le soumissionnaire retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché.

Cette mise au point ne peut avoir pour objet de remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché.

7.4 – Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630
77000 MELUN
Tél : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du marché ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

A titre indicatif, le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens, accessible par le site internet : <https://www.telerecours.fr/> * * *

8 – ANNEXE : Informations complémentaires sur la réponse électronique et la signature des actes d'engagement

8.1 – Réponse électronique

Les plis sont « hors-délai » si leur téléchargement se termine après la date et heure limite. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier complet générera l'accusé réception valant attestation de dépôt.

Les réponses électroniques arrivées hors délai ou non adressées dans les formes prescrites ne seront pas examinées et seront supprimées.

Les soumissionnaires s'assureront que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant (virus...). La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Pour rappel et conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du Code de la commande publique, seule est ouverte la dernière offre reçue par le Pouvoir Adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Dans le cadre d'un envoi multiple, le candidat devra transmettre systématiquement et à chaque envoi l'ensemble des pièces demandées.

8.2 – Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut, s'il le souhaite, envoyer à l'adresse ci-dessous une copie de sauvegarde (sur support papier ou sur support physique électronique) :

OFB
Direction des Finances
Service de la Commande Publique
5, rue de Saint Thibault
78610 AUFFARGIS

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« MARCHE PUBLIC N°2025-66

Fourniture et livraison de dispositifs de géolocalisation animaliers et accessoires en France métropolitaine et départements d'Outre-mer
+ NOM DU CANDIDAT + NE PAS OUVRIR –
COPIE DE SAUVEGARDE ».

Ou

S'il le souhaite, le candidat peut déposer sa copie de sauvegarde :
Par coursier ou par dépôt contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus en respectant les horaires d'ouverture de l'OFB.
Horaires d'ouverture de l'OFB : 09h00-12h00 ; 14h00-16h00

Le candidat qui effectue, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cd-rom, DVD-rom, clé USB...) ou sur support papier, doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Celle-ci doit respecter les modalités de présentation des offres.

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans deux circonstances précises, à savoir :
lorsqu'un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur (virus),
lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Les copies de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir seront détruites à l'issue de la procédure.

8-3 – Modalités relatives à la signature électronique

➤ Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Seul le candidat retenu devra signer son offre (acte d'engagement emportant signature des pièces annexes), au moyen d'une signature électronique avancée basée sur un certificat de signature qualifié conforme au règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit « eIDAS ».

L'apposition d'une signature électronique avancée suppose l'obtention préalable d'un certificat de signature électronique. Les certificats de signature électronique qualifiés au sens du règlement n°910/2014 « eIDAS » sont délivrés par des prestataires de services de certification électronique qualifiés listés sur le site de l'ANSSI : électronique | ANSSI

Il est donc recommandé d'anticiper et d'acquérir ce certificat dès la connaissance de l'attribution du marché. Le délai d'obtention peut être d'une dizaine de jours ce qui correspond au délai de stand still prévu entre l'information du candidat attributaire et la signature du marché.

Uniquement en cas de difficulté technique dûment justifiée n'ayant pas permis à l'attributaire de signer électroniquement, il pourra être autorisé à signer manuscritement et transmettre l'acte d'engagement en version originale à l'adresse indiquée.

➤ Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État (PLACE). Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce,

gratuitement.

Le format recommandé et utilisé par l'OFB pour apposer la signature sur le document est le format PAdES (PDF Advanced Electronic Signatures) qui, à la différence des formats CAdES et XAdES, permet de visualiser la signature directement dans l'AE.